



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Bolivie

Question écrite n° 21564

Texte de la question

M. Jean-Paul Lecoq alerte M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la délicate situation que traverse actuellement la République de Bolivie suite aux actes de violence et de déstabilisation des institutions démocratiques. La démocratie bolivienne traverse en effet un moment difficile, conflictuel et délicat avec de graves risques de rupture du processus démocratique. Cette menace est encore plus grave par le fait des actes de violence contre des sénateurs, des députés et contre les constituants démocratiquement élus, ainsi qu'aux actes de violence racistes contre les indigènes boliviens et aux attaques et destructions de bâtiments publics menées dans le but de déstabiliser la démocratie et les institutions démocratiques. La démocratie bolivienne est aussi sérieusement menacée par l'ingérence directe des États-Unis qui, une fois de plus, jouent un rôle de déstabilisation dans la région. L'opposition concentrée dans les départements de l'Orient a proclamé unilatéralement l'autonomie en violation de la constitution de la République bolivienne, mettant le pays au bord de la guerre civile. La démocratie bolivienne est ainsi menacée dans ses fondements mêmes comme conséquence des dangers réels de scission de l'État qui pourrait avoir comme résultat la désintégration de son unité territoriale, déstabilisant toute la région. En conséquence, il aimerait savoir ce que le Gouvernement, en relation avec l'Union européenne, compte faire pour prendre position en faveur de la démocratie et du gouvernement démocratiquement élu en vue de trouver une solution politique.

Texte de la réponse

La France, qui, en décembre 2005, a salué la portée historique, pour l'ensemble de l'Amérique latine, de l'élection du président Evo Morales, entretient avec la Bolivie des relations confiantes et étroites. Elle y mène notamment des projets de coopération bilatérale ambitieux, en particulier dans le domaine de la santé et de la formation, que complètent des programmes communautaires d'envergure. La Bolivie est aujourd'hui confrontée à des défis majeurs qui retiennent toute l'attention du ministre des affaires étrangères et européennes. Ce dernier, qui se tient régulièrement informé de l'évolution de la situation politique et sociale bolivienne, a d'ailleurs eu l'occasion d'évoquer cette question avec son homologue, M. Choquehuanca, qu'il a reçu à Paris en janvier 2008. Devant les risques que la polarisation croissante du pays fait courir à l'unité et à la stabilité du pays, la France, qui assumait depuis le 1er janvier 2008 la représentation locale de la présidence slovène de l'Union européenne - et qui a succédé dans cette fonction à Ljubljana le 1er juillet 2008 - encourage avec constance l'ensemble des responsables politiques boliviens à maintenir un dialogue démocratique et pacifique, dans le respect des institutions et de l'État de droit, pour aboutir à une issue constructive pour l'ensemble des Boliviens.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21564

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 22 avril 2008, page 3349

Réponse publiée le : 15 juillet 2008, page 6117